

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYÉ(E)S DE L'INDUSTRIE TEXTILE

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 16 OCTOBRE 2017
MODIFIANT LES STATUTS DU FONDS DE SÉCURITÉ
D'EXISTENCE POUR LES EMPLOYÉS DE L'INDUSTRIE
TEXTILE ET DE LA BONNETERIE**

CCT du 13 octobre 2000 : date d'enregistrement 14 novembre 2000 ; numéro d'enregistrement 55843/CO/2140000

Vu la loi du 7 janvier 1958 relative aux Fonds de sécurité d'existence ;

Vu les statuts coordonnés du Fonds de sécurité pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie fixés par la Convention collective de travail du 13 octobre 2000, conclue au sein du comité paritaire pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie, en vue de la coordination des statuts pour le Fonds de sécurité des employés de l'industrie textile et de la bonneterie, déclarée généralement contraignante par l'arrêté royal du 23 novembre 2001 et modifiée ensuite respectivement par la convention collective de travail du 28 juin 2002, déclarée généralement contraignante par la convention collective de travail du 17 juin 2003, la convention collective de travail du 21 octobre 2003, déclarée généralement contraignante par l'arrêté royal du 5 juillet 2004, la convention collective de travail du 19 décembre 2005, déclarée généralement contraignante par l'arrêté royal du 10 février 2008, la convention collective de travail du 10 décembre 2007, déclarée généralement contraignante par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2008, la convention collective de travail du 4 septembre 2009, déclarée généralement contraignante par l'arrêté royal du 13 juin 2010, la convention collective de travail du 11 juin 2010, déclarée généralement contraignante par l'arrêté royal du 12 décembre 2010, la convention collective de travail du 14 octobre 2011, déclarée généralement contraignante par l'arrêté royal du 21 janvier 2013, la convention collective de travail du 10 juin 2013, déclarée généralement contraignante par l'arrêté royal du 21 février 2014, la convention collective de travail du 26 août 2013, déclarée généralement contraignante par l'arrêté royal du 28 mars 2014, et la convention collective de travail du 27 janvier 2014, déclarée généralement contraignante par l'arrêté royal du 4 septembre 2014 et la convention collective de travail du 23 novembre 2015, déclarée généralement contraignante par l'arrêté royal du 14 septembre 2016 ;

Vu la convention collective de travail nationale générale du 27 juin 2017, conclue au sein de la Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile ;

Vu la convention collective de travail du 19 avril 2017 relative à la politique de formation et au fonctionnement du marché du travail dans le secteur textile, conclue au sein de la Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile ;

Vu l'article 11 de la Loi du 25 novembre 2015 visant à approuver le compte général de l'administration générale pour l'année 2012 (Moniteur Belge du 17 décembre 2015) ;

Vu l'Arrêté royal du 13 mai 2017 modifiant, en ce qui concerne la Commission Paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie et la Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie, l'arrêté royal du 5 février 1974 instituant certaines commissions paritaires et fixant leur dénomination et leur compétence (Moniteur Belge du 8 juin 2017),

ENTRE

Confédération des Syndicats chrétiens,
Syndicat des Employés, Techniciens et Cadres de Belgique
Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

d'une part,

ET

FEDUSTRIA, la fédération de l'industrie du textile, du bois et de l'ameublement d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1

Cette convention collective de travail est applicable aux entreprises qui relèvent de la Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile et aux employés qu'elles occupent.

En dérogation au précédent alinéa, l'article 10 de la présente convention collective de travail ne s'applique pas à Celanese Production Belgium SPRL, ni à Celanese SPRL et à ses employés.

Par « employés » on entend les employés et les employées.

Article 2

L'article 1 des statuts coordonnés du Fonds de sécurité d'existence pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie, telle que modifié pour la dernière fois par la convention collective de travail du 23 novembre 2015, est complété par le texte suivant :

« À dater du 18 juin 2017, la dénomination 'Fonds de sécurité d'existence pour les employés de l'industrie textile et la bonneterie' est remplacée par 'Fonds de sécurité d'existence pour les employés de l'industrie textile'. »

Article 3

Dans l'article 2 des mêmes statuts coordonnés, les mots 'Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie' sont, remplacés par les mots 'Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile'."

Article 4

L'article 3 des mêmes statuts coordonnés est remplacé par le texte suivant :

« Le Fonds a pour objectif :

- 1° la perception des cotisations nécessaires à son fonctionnement ;*
- 2° l'attribution des avantages sociaux aux employés visés à l'article 4 et l'assurance de leur versement ;*

- 3° le remboursement aux entreprises ou la prise en charge des avantages sociaux complémentaires, fixés par la convention collective de travail conclue dans la Commission Paritaire pour les employés de l'Industrie du Textile et déclarée généralement contraignante par l'arrêté royal, pour les employés visés par l'article 4.
- 4° le financement et l'organisation d'initiatives visant à promouvoir la formation et l'emploi pour les employés par les organisations représentées dans la Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile;
- 5° la prise en charge des cotisations patronales spéciales dans le cadre des régimes de chômage avec complément d'entreprise ;
- 6° le financement des initiatives sectorielles dans le cadre du travail faisable ;
- 7° le financement des charges relatives à l'amélioration des relations industrielles et de la promotion de l'emploi dans l'industrie textile ;
- 8° la restitution des charges d'administration et de gestion relatives au paiement des avantages sociaux aux organisations représentées. »

Article 5

L'article 4 des mêmes statuts coordonnés est remplacé par le texte suivant :

« Ces statuts sont d'application pour les employeurs et les employés qu'ils emploient, qui relèvent de la Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile. Les dispositions du chapitre II, article 3, 3) et chapitre VII article 14 d) ne s'appliquent pas à Celanese Production Belgium SPRL, ni à Celanese SPRL et à ses employés. »

Article 6

Dans l'article 5, 8, 20, 23, 25, 26 et 29 des mêmes statuts coordonnés, les mots 'Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie' sont à chaque fois, remplacés par les mots 'Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile'. »

Article 7

Les dispositions de l'article 5, 2^{ème} alinéa des mêmes statuts coordonnés sont supprimées.

Article 8

Les dispositions de l'article 7, 7 bis, 7 ter, 7 quater, 7 quinquies, 7 sexies et 7 septies des mêmes statuts coordonnés sont supprimées.

Article 9

Dans l'article 10, le premier alinéa des mêmes statuts coordonnés, le mot « trimestre » est remplacé par le mot « semestre ».

Article 10

L'article 14, litt. d) est complété avec le texte suivant :

« À partir du 1^{er} janvier 2017, cette contribution est fixée à 0,30 % de ces salaires pour les années 2017 et 2018. »

Article 11

Les dispositions de l'article 15 des mêmes statuts coordonnés sont supprimées.

Article 12

L'article 16 des mêmes statuts coordonnés est remplacé par le texte suivant :

« La cotisation patronale prévue sous l'article 14, litt. a) et fixée à 3,72 EUR par an et par employé, figurant sur la déclaration DmfA du premier trimestre de l'année concernée, à l'exception de l'employé qui au 1^{er} janvier de l'année concernée est en incapacité de travail depuis plus d'un an, ne sera plus perçue à partir du 1^{er} janvier 2018. »

Article 13

Les dispositions de l'article 17, litt. a) des mêmes statuts coordonnés sont supprimées.

Article 14

Les dispositions de l'article 21 des mêmes statuts coordonnés sont supprimées.

Article 15

Les dispositions de l'article 27 des mêmes statuts coordonnés sont supprimées.

Article 16

L'article 28 des mêmes statuts coordonnés est remplacé par le texte suivant :

« Le Fonds peut être dissous par une décision unanime de la Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile. »

Article 17

Les parties signataires prient le Roi de rendre la présente convention collective de travail généralement obligatoire par Arrêté royal.

Article 18

Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017, à l'exception des articles 2, 3, 4 et 6, qui entrent en vigueur le 18 juin 2017, et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par l'une des parties signataires, moyennant la prise en compte d'un délai de préavis de trois mois notifié par courrier recommandé adressé au président de la Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile.

Fait à Gand, le 16 octobre 2017

Au nom de la Confédération
des Syndicats chrétiens,
M. Jan Callaert

Le Syndicat des Employés, Techniciens
et Cadres de Belgique,
Mme A. Van Hoof

Au nom de la Centrale générale des
Syndicats libéraux de Belgique,
M. B. De Croock

Fedustria, la fédération des industries textile,
du bois et de l'ameublement,
M. M. Blomme

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN VAN DE TEXTIELNIJVERHEID

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 16 OKTOBER 2017
TOT WIJZIGING VAN DE STATUTEN VAN HET FONDS VOOR
BESTAANSZEKERHEID VOOR DE BEDIENDEN VAN DE
TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK**

CAO van 13 oktober 2000: datum registratie 14 november 2000; registratienummer 55843/CO/2140000

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor Bestaanszekerheid;

Gelet op de gecoördineerde statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 oktober 2000, gesloten in het paritair comité voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk, tot coördinatie van de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 23 november 2001 en nadien gewijzigd respectievelijk door de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 juni 2002, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 17 juni 2003, de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 oktober 2003, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 5 juli 2004, de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2005, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 februari 2008, de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2007, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 1 juli 2008, de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 september 2009, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 13 juni 2010, de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 juni 2010, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 12 december 2010, de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 oktober 2011, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 januari 2013, de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 juni 2013, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 februari 2014, de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 augustus 2013, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 28 maart 2014, en de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 januari 2014, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 4 september 2014 en de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 november 2015, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 14 september 2016;

Gelet op de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2017, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 april 2017 betreffende het vormingsbeleid en de arbeidsmarktwerking in de textielsector, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid;

Gelet op artikel 11 van de Wet van 25 november 2015 tot goedkeuring van de algemene rekening van het algemeen bestuur van het jaar 2012 (Belgisch Staatsblad 17 december 2015);

Gelet op het Koninklijk besluit van 13 mei 2017 tot wijziging, wat het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk en het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk betreft, van het koninklijk besluit van 5 februari 1974 tot oprichting van sommige paritaire comités en tot vaststelling van hun benaming en hun bevoegdheid (Belgisch Staatsblad 8 juni 2017),

WORDT TUSSEN

Algemeen Christelijk Vakverbond,
Bond der Bedienden, Technici en Kaders van België,
Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

enerzijds,

EN

FEDUSTRIA, de federatie van de textiel, hout en meubelindustrie

anderzijds,

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid en op de bedienden die zij tewerkstellen.

In afwijking op voorgaande alinea is artikel 10 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, niet van toepassing op Celanese Production Belgium BVBA en Celanese BVBA noch op de bedienden die zij tewerkstellen.

Met "bedienden" worden de mannelijke en vrouwelijke bedienden bedoeld.

Artikel 2

Artikel 1 van de gecoördineerde statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk, zoals laatst gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 november 2015 wordt aangevuld met volgende tekst:

"Met ingang van 18 juni 2017 wordt de benaming 'Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk' vervangen door 'Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden van de textielnijverheid'."

Artikel 3

In artikel 2 van dezelfde gecoördineerde statuten worden de woorden 'Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk' vervangen door de woorden 'Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid'."

Artikel 4

Artikel 3 van dezelfde gecoördineerde statuten wordt vervangen door volgende tekst:

"Het Fonds heeft tot doel:

1° het innen van de bijdragen, nodig voor zijn werking;

- 2° *het toekennen van aanvullende sociale voordelen aan de bedienden bedoeld bij artikel 4 en de uitkering van deze voordelen te verzekeren;*
- 3° *de terugbetaling aan de ondernemingen of het ten laste nemen van de aanvullende sociale voordelen, vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Comité voor de Bedienden van de Textielnijverheid en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit, voor de bedienden bedoeld bij artikel 4;*
- 4° *het financieren en organiseren van opleidings- en tewerkstellingsbevorderende initiatieven voor bedienden door de in het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid vertegenwoordigde organisaties;*
- 5° *het ten laste nemen van de bijzondere werkgeversbijdragen in het kader van de stelsels van werkloosheid met bedrijfstoeslag;*
- 6° *het financieren van sectorale initiatieven in het kader van werkbaar werk;*
- 7° *de financiering van de lasten met betrekking tot de verbetering van de industriële relaties en de promotie van de werkgelegenheid in de textielnijverheid;*
- 8° *de bestuurs- en beheerslasten met betrekking tot de uitbetaling van de sociale voordelen aan de vertegenwoordigende organisaties vergoeden.”*

Artikel 5

Artikel 4 van dezelfde gecoördineerde statuten wordt vervangen door volgende tekst:

“Deze statuten zijn van toepassing op de werkgevers en op de bedienden die zij tewerkstellen, die ressorteren onder het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid. De bepalingen van hoofdstuk II, artikel 3, 3° en hoofdstuk VII artikel 14 d) zijn niet van toepassing op Celanese Production Belgium BVBA en Celanese BVBA noch op de bedienden die zij tewerkstellen.”

Artikel 6

In artikel 5, 8, 20, 23, 25, 26 en 29 van dezelfde gecoördineerde statuten worden de woorden ‘Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk’ telkens vervangen door de woorden ‘Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid’.

Artikel 7

De bepalingen van artikel 5, tweede alinea van dezelfde gecoördineerde statuten worden geschrapt.

Artikel 8

De bepalingen van artikel 7, 7 bis, 7 ter, 7 quater, 7 quinquies, 7 sexies en 7 septies van dezelfde gecoördineerde statuten worden geschrapt.

Artikel 9

In artikel 10, eerste alinea van dezelfde gecoördineerde statuten wordt het woord “kwartaal” vervangen door het woord “semester”.

Artikel 10

Artikel 14, litt. d) wordt aangevuld met volgende tekst:

“Met ingang van 1 januari 2017 wordt deze bijdrage voor de jaren 2017 en 2018 vastgesteld op 0,30% van deze lonen.”

Artikel 11

De bepalingen van artikel 15 van dezelfde gecoördineerde statuten worden geschrapt.

Artikel 12

Artikel 16 van dezelfde gecoördineerde statuten wordt vervangen door volgende tekst:

“De werkgeversbijdrage voorzien onder artikel 14, litt. a) en vastgesteld op 3,72 EUR per jaar per bediende voorkomend op de dmfa-aangifte van het eerste kwartaal van het desbetreffende jaar, uitgezonderd de bediende die op 1 januari van het desbetreffende jaar meer dan één jaar arbeidsongeschikt is, wordt met ingang van 1 januari 2018 niet meer geïnd.”

Artikel 13

De bepalingen van artikel 17, litt. a) van dezelfde gecoördineerde statuten worden geschrapt.

Artikel 14

De bepalingen van artikel 21 van dezelfde gecoördineerde statuten worden geschrapt.

Artikel 15

De bepalingen van artikel 27 van dezelfde gecoördineerde statuten worden geschrapt.

Artikel 16

Artikel 28 van dezelfde gecoördineerde statuten wordt vervangen door volgende tekst:

“Het Fonds kan ontbonden worden bij éénparige beslissing van het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid.”

Artikel 17

De ondertekenende partijen verzoeken de Koning deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeen verbindend te verklaren bij Koninklijk Besluit.

Artikel 18

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2017, met uitzondering van de artikelen 2, 3, 4 en 6 die in werking treden op 18 juni 2017 en is voor onbepaalde tijd gesloten. Ze kan op verzoek van een van de ondertekenende partijen opgezegd worden met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden, per aangetekend schrijven betekend aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid.

Opgemaakt te Gent op 16 oktober 2017

Namens het Algemeen Christelijk
Vakverbond,
Dhr. J. Callaert

Namens de Bond der Bedienden, Technici
en Kaders van België,
mevr. A. Van Hoof

Namens de Algemene Centrale der
Liberale Vakbonden van België,
Dhr. B. De Crock

Namens FEDUSTRIA, federatie van textiel-,
hout- en meubelbedrijven,
dhr. M. Blomme